



**PRÉFET  
DE SAINT-PIERRE  
ET MIQUELON**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Saint-Pierre, le 04 février 2026

**LETTRE DE CONSULTATION  
Notice explicative**

Marché public :  
Travaux

Consultation n° :  
Pref975-01-2026- structure.

**Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage**

État / Préfecture de Saint-Pierre et Miquelon  
Préfecture de Saint-Pierre et Miquelon

**Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)**

État – Monsieur le Préfet de Saint-Pierre et Miquelon

**Objet de la Consultation**

Travaux de fourniture et mise en place d'un IPE ou Buton bois pour renforcer le plancher bas des combles du bâtiment dit « Ravitaillement/Préfecture de Saint-Pierre et Miquelon »

**Remise des offres**

Date et heure limites de réception :  
Vendredi 6 mars 2026 à 16h30 à Saint-Pierre et Miquelon  
(heure locale de l'adresse de l'acheteur – fuseau horaire de référence : UTC/GMT-4)

Le présent CCP comporte 10 pages.

Le plan d'implantation prévisionnelle du programme d'investigation est annexé au CCTP.

## Table des matières

A. Acheteur.....	3
A.1. Acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage (MOA).....	3
A.2. Représentant de l'acheteur (RA).....	4
A.3. Affaire suivie par :.....	4
B. Objet et étendue de la consultation.....	4
B.1. Contexte de la consultation.....	4
B.2. Lieu d'exécution des prestations.....	4
B.3. Conditions financières relatives au marché.....	4
B.4. Objet de la consultation et consistance des travaux.....	4
B.5. Prescriptions techniques.....	5
B.6. Documents à fournir par l'entreprise avant exécution des travaux.....	5
B.7. Contraintes d'exécution.....	5
B.8. Calendrier.....	5
C. Conditions de la consultation.....	5
C.1. Procédure retenue.....	5
C.2. Décomposition en tranches et en lots.....	5
C.3. Nature de l'attributaire.....	6
C.4. Sous-traitance et prestations essentielles.....	6
C.5. Délai de réalisation.....	6
C.6. Variante.....	6
C.7. Pénalités pour retard d'exécution.....	6
C.8. Délai de validité des offres.....	6
C.9. Langue, monnaie, taxe sur la valeur ajoutée.....	6
C.10. Clauses particulières.....	6
C.11. Déclaration sans suite.....	6
C.12. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS).....	7
D. Déroulement de la consultation.....	7
D.1. Contenu du dossier de consultation (Documents fournis aux candidats).....	7
D.2. Composition du dossier d'offre à remettre par les candidats :.....	7
D.3. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu.....	7
E. Sélection des candidatures – jugement et classement des offres.....	8
E.1. Ouverture des plis.....	8
E.2. Sélection des candidatures.....	8
E.3. Critères d'attribution.....	8
E.4. Négociation.....	8
F. Conditions de transmission du dossier d'offre.....	8
F.1. Date limite de remise des offres.....	8
F.2. Format et modalités de remise des offres.....	8
F.2.1. Offre remise sur support "papier" ou sur support physique électronique.....	9
F.2.2. Offre remise par échange électronique.....	9
G. Renseignements complémentaires.....	10

## L'ESSENTIEL

Objet	Travaux de fourniture et mise en place d'un IPE ou Buton bois pour renforcer le plancher bas des combles du bâtiment dit « Ravitaillement/Préfecture de Saint-Pierre et Miquelon »
Lieu d'exécution	Saint-Pierre et Miquelon 975
Type de procédure	Consultation sans publicité ni mise en concurrence en application de l'article R 2122-1° du Code de la commande publique.
Tranches optionnelles	non
Clauses sociales (MOE)	non
Clauses environnementales	Voir CCAG travaux
Durée / Délai	3 mois
Reconduction	Sans
Prix	Prix global forfaitaire

## A. ACHETEUR

### A.1. Acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage (MOA)

État – Ministère de l'Intérieur  
Préfecture de Saint-Pierre et Miquelon

### A.2. Représentant de l'acheteur (RA)

Monsieur le Préfet de Saint-Pierre et Miquelon

### A.3. Affaire suivie par :

Préfecture de Saint-Pierre et Miquelon  
Pôle moyens, logistique et travaux  
moyens-logistique@spm975.gouv.fr

## B. OBJET ET ÉTENDUE DE LA CONSULTATION

### B.1. Contexte de la consultation

Dans le cadre des travaux de remplacement des installations de ventilation mécanique de la Préfecture de Saint-Pierre-et-Miquelon, un diagnostic structurel a été mené en 2025.

Ce projet prévoit la dépose de la centrale de traitement d'air existante et son remplacement par un nouvel équipement dont le poids est environ deux fois supérieur.

La centrale (existante et nouvelle) est implantée dans les combles, au-dessus du plancher situé au niveau R+2 du bâtiment dit « Ravitaillement », restructuré en 1999.

La notice structurelle annexée précise les hypothèses et principes de dimensionnement nécessaires à l'adaptation de l'ouvrage pour l'installation de la nouvelle centrale.

La consultation porte donc sur les travaux de renforcement du plancher des combles conformément aux documents de diagnostic et aux notes techniques annexés.

### B.2. Lieu d'exécution des prestations

Préfecture de Saint-Pierre et Miquelon  
Place du Lieutenant colonel Pigeaud  
97 500 Saint-Pierre

### B.3. Conditions financières relatives au marché

Le marché est financé par le budget de l'État.

### B.4. Objet de la consultation et consistance des travaux

- *Les prestations devront être effectuées directement par le titulaire.*
- *Note de Diagnostic en annexe*

Les travaux comprennent l'ensemble des prestations nécessaires au renforcement du plancher bas des combles du bâtiment dit « Ravitaillement/Préfecture de Saint-Pierre et Miquelon » destiné à recevoir une nouvelle centrale de traitement d'air (CTA). À ce titre, ils comprennent notamment (liste non exhaustive) :

- la reconnaissance des lieux et la vérification des conditions d'intervention
- la mise en place des protections nécessaires aux ouvrages existants
- la fourniture, le transport, la manutention, la mise en place et la pose des éléments de renforcement constitué :
  - soit d'un profilé métallique de type IPN 200
  - soit d'un bouton en bois massif de section 140 × 140 mm

- les travaux nécessaires à l'installation du renfort (protections, calages, reprises locales,) de la structure existante
- la mise en œuvre, pose et réglage des appuis, ancrages et dispositifs de fixation adaptés à la structure existante
- les ajustements et calfeutrements nécessaires après pose
- la remise en état des ouvrages impactés par les travaux
- l'évacuation et la gestion des déchets de chantier
- le nettoyage du site en fin d'intervention

#### B.5. Prescriptions techniques

- les travaux seront exécutés conformément aux règles de l'art, aux normes et DTU en vigueur, ainsi qu'aux prescriptions des documents techniques et notes de calcul figurant en annexes du présent dossier
- les matériaux mis en œuvre devront être conformes aux normes en vigueur et adaptés aux contraintes du site (visite du site obligatoire)
- toute modification ou adaptation devra faire l'objet d'une validation préalable par l'acheteur (MOA, MOE et AMO)
- les avis techniques et en l'absence, les conclusions des ESTN (Enquête Spécialisée des Techniques Nouvelles) réalisées par des organismes agréés
- les spécifications des fabricants que le titulaire (entreprise) devra tenir à tout moment à la disposition du maître d'ouvrage, MOE et AMO
- le Code du Travail.

#### B.6. Documents à fournir par l'entreprise avant exécution des travaux

Le titulaire (entreprise) devra fournir, avant et après travaux :

- Fiches techniques des matériaux mis en œuvre
- Principes, schémas et/ou plans d'exécution et détails de mise en œuvre si nécessaires
- procès-verbaux et documents de conformité

#### B.7. Contraintes d'exécution

- les travaux seront réalisés en site occupé. Le titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires pour limiter les nuisances (bruit, poussières, vibrations)
- les interventions devront être coordonnées avec les autres corps d'état et le calendrier de l'opération

#### B.8. Calendrier

La date de notification du marché vaut ordre de service de démarrage et fixe le point de départ des délais d'exécution pour le titulaire.

L'acheteur (le maître d'ouvrage) prévoit le démarrage des travaux sur site à l'attribution du marché de travaux au premier semestre 2026.

Des travaux annexes pourront, le cas échéant, être confiés au titulaire.

## C. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

#### C.1. Procédure retenue

Consultation sans publicité ni mise en concurrence en application de l'article R 2122-1° du Code de la commande publique.

C.2. Décomposition en tranches et en lots

Le marché n'est pas décomposé en lots.

Le marché comportera une seule tranche ferme :

Désignation des tranches	
Tranche ferme (TF)	Renforcement du plancher bas des combles

C.3. Nature de l'attributaire

avec un prestataire unique

- le candidat devra disposer des compétences, moyens humains et matériels nécessaires à la bonne exécution des prestations objet de la consultation
- l'ensemble des compétences requises soit réuni au sein de la structure candidate. En outre, le candidat devra justifier des compétences nécessaires en travaux de structure, incluant le renforcement de planchers et la mise en œuvre d'éléments porteurs bois et/ou métalliques, travaux de finition, ....

C.4. Sous-traitance et prestations essentielles

Non autorisé par l'acheteur. Les prestations devront être effectuées directement par le titulaire du marché.

C.5. Délai de réalisation

La durée du marché (exécution) est fixée à 3 mois hors approvisionnement

C.6. Variante

Les candidats doivent répondre à la solution de base

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées

C.7. Pénalités pour retard d'exécution

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 14.1.1 du CCAG. Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, la pénalité journalière est fixée à 20€.

C.8. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours.

C.9. Langue, monnaie, taxe sur la valeur ajoutée

La langue de la présente consultation est le français.

La monnaie de référence est l'euro (€).

Le taux de TVA à saint-Pierre et Miquelon est égal à 0 %.

Octroi de mer : L'octroi de mer est applicable à saint-Pierre et Miquelon

C.10. Clauses particulières

Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) qui s'appliquera à la commande est, en vigueur à la date de la présente consultation est le CCAG pour les marchés publics de travaux

C.11. Déclaration sans suite

À tout moment et jusqu'à la notification du marché, l'acheteur (maître d'ouvrage) se réserve le droit de déclarer sans suite la présente procédure pour un motif d'intérêt général. Les candidats en seront informés.

Cette déclaration ne donnera droit à aucune indemnité pour les candidats.

#### C.12. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

Le chantier étant soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, sont joints au présent dossier de consultation :

- Le Plan de prévention des risques professionnels établi par la préfecture

##### Plan de prévention :

Le titulaire devra compléter, en lien avec le maître d'ouvrage, le plan de prévention conformément aux dispositions du Code du travail, préalablement au démarrage des prestations, notamment en cas de coactivité.

Le plan de prévention devra être validé avant toute intervention. L'absence de plan de prévention ou sa non-conformité pourra entraîner le report du démarrage des prestations, sans que le titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnisation.

### D. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION

#### D.1. Contenu du dossier de consultation (Documents fournis aux candidats)

- La présente lettre de consultation
- Le Plan de prévention
- Le diagnostic structure du bâtiment, réalisé en 2025
- Le dossier graphique du bâtiment
- RAAT

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

La délivrance du bon de commande après acceptation de l'offre vaut acte d'engagement.

#### D.2. Composition du dossier d'offre à remettre par les candidats :

Le dossier d'offre des candidats comprendra les pièces listées ci-après :

- la présente lettre de consultation signée
- le détail estimatif (DE), cadre ci-joint à compléter et à signer
- une note technique synthétique d'intervention
- un calendrier prévisionnel d'exécution, en gardant en mémoire que le délai de réalisation des prestations est fixé à 3 mois
- les justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat qui sont précisées dans l'avis de marché.
- Le cadre du détail estimatif (DE) est laissé à l'initiative du candidat

#### D.3. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées aux articles L.2141-1 et L.2141-4 du CCP
- les certificats fiscaux et sociaux

- les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail
- le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1o de l'article R. 2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français.

En sus, les attestations d'assurance visées à l'article 1-6.3 du CCAP seront remises avant la notification du marché.

## E. SÉLECTION DES CANDIDATURES – JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

### E.1. Ouverture des plis

Seuls seront ouverts les plis qui auront été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites de remise des offres.

### E.2. Sélection des candidatures

En cas de candidatures incomplètes, l'acheteur (le maître d'ouvrage) demandera aux candidats concernés de compléter celles-ci.

### E.3. Critères d'attribution

Le candidat fournira un détail estimatif (DE). Ce dernier concerne l'ensemble des prestations prévues à l'article B4

Les critères d'attribution du marché seront les suivants et pondérés comme suit :

Critère d'attribution	Pondération
<b>Valeur technique</b> appréciée au regard de la note technique	<b>20,00 %</b>
<b>Prix</b> des prestations	<b>80,00 %</b>

L'offre de prix Pmini qui correspond à l'offre la moins disante obtiendra la note maximale, puis les offres de prix Px obtiendront la note « prix » Npx de la façon suivante :  $Npx = Pmini / Px \times \text{note maximale}$ .

### E.4. Négociation

L'acheteur (le maître d'ouvrage) se réserve la possibilité de négocier avec chacun des candidats. Le cas échéant, la négociation pourra porter sur l'ensemble des aspects des offres des candidats, et notamment sur le prix et le phasage des prestations.

## F. CONDITIONS DE TRANSMISSION DU DOSSIER D'OFFRE

### F.1. Date limite de remise des offres

Le dossier d'offre de chaque candidat devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées ci-après :

Vendredi 6 mars 2026 à 16h30 à Saint-Pierre et Miquelon

Le fuseau horaire de référence sera celui de Saint-Pierre et Miquelon : UTC/GMT-4

Les offres qui seraient remises après la date et l'heure limite ne seront pas acceptées. Le candidat ayant remis une offre après la date et l'heure limite fixées, sera exclu de la procédure.



## F.2. Format et modalités de remise des offres

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les offres seront remises sur support "papier" ou sur support physique électronique

### F.2.1. Offre remise sur support "papier" ou sur support physique électronique

L'offre pourra être transmise sous pli cacheté :

Préfecture de Saint-Pierre et Miquelon  
Pôle moyens, logistique et travaux  
Place du Lieutenant-Colonel Pigeaud  
BP 4200  
97500 Saint-Pierre

Offre pour :

Consultation n° Pref975-01-2026- structure

Travaux de fourniture et mise en place d'un IPE ou Buton bois pour renforcer le plancher bas des combles du bâtiment dit « Ravitaillement/Préfecture de Saint-Pierre et Miquelon »

Nom du candidat ou des membres du groupement candidat(\*) :

« NE PAS OUVRIR »

L'offre devra être adressée par pli recommandé avec avis de réception postal ou remise contre récépissé à l'adresse ci-dessus.

Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus, ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus.

Dans l'hypothèse d'un envoi sur support physique électronique (CD-Rom formaté "Joliet"), les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

### F.2.2. Offre remise par échange électronique

- sur la plate-forme de dématérialisation  
Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation <http://www.achatpublic.com/>, le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.  
La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence Pref975-01-2026- structure
- par courriel adressé à l'adresse « [moyens-logistique@spm975.gouv.fr](mailto:moyens-logistique@spm975.gouv.fr) » sous la référence Pref975-01-2026- structure

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- l'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement

- la durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre
- les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs
- les documents à fournir, conformément à l'article 3-1.2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques
- seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites
- les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

## G. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite à l'adresse suivante :

- [moyens-logistique@spm975.gouv.fr](mailto:moyens-logistique@spm975.gouv.fr)

Une réponse sera alors adressée en temps utile par l'intermédiaire de cette plate-forme à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.